

Unité départementale de la Moselle  
5 rue Charles Le Payen  
CS 50551  
POLYGONE - bâtiment GH  
57036 Metz

Metz, le 19/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France**

Etablissement de Carling  
BP 90290  
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD\_TEPF\_Cadre\_2026-02-06\_RAPVI-suivi echeances\_MFM\_02539  
Code AIOT : 0006207102

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 18/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 28 janvier 2026 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale concernant le suivi des échéances. Elle porte sur les suites données au rapport d'inspection n°1493 du 22 mai 2025 faisant suite à la visite d'inspection du 22 avril 2025.

Les deux points de contrôle relatifs à l'état des réseaux de collecte des effluents aqueux (réseaux dédiés à TEPF et réseaux communs avec d'autres industriels) sont ouverts depuis 2013. En effet, par

courriers des 3 juillet et 5 septembre 2013, l'inspection des installations classées a :

- rappelé à l'exploitant les prescriptions applicables suite à la transmission d'un rapport d'expertise relatif à une inspection des réseaux d'égouts de l'atelier Benzols-Cyclohexane et des stockages nord : *"Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent. [...] Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examen périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.[...]"* ;
- demandé à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 15 jours, les résultats des éventuels examens de la totalité du réseau d'égouts dont il a la responsabilité afin de s'assurer de son bon état et de son étanchéité ou, si cela n'a pas encore été fait, d'effectuer cet examen afin d'y répondre. Dans ce cas, les contenus et programmes d'investigations devaient être communiqués ;
- précisé que la demande initiale de l'inspection portait sur la totalité du réseau d'égouts de l'établissement dont TEPF a la responsabilité.

Par courrier du 30 octobre 2013, l'exploitant a indiqué :

- concernant les réseaux communs, qu'une convention a été établie en 2006 avec un autre industriel de la plateforme et que TEPF est dans l'attente d'une analyse complémentaire de données pour confirmer la méthodologie utilisée pour les contrôles ;
- concernant les réseaux internes, qu'un programme de contrôle est en cours d'élaboration en fonction des priorités sur les réseaux identifiés comme devant faire l'objet d'un contrôle et que les 1er résultats sont attendus au 1er trimestre 2014.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid. Cet établissement est classé Seveso seuil haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PS, PPC et PE), ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matières premières.

Elle est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre).

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface
- Plans d'urgence

**2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Mise en cohérence des POI des exploitants de la plateforme	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 45.3 (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	5 mois
4	Réseaux de collecte des effluents aqueux communs "ovoïdes"	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
5	Réseaux de collecte des effluents aqueux dédiés à TEPF	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rapport d'incident - perte de GPI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Premiers prélèvements environnement aux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 28 janvier 2026, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai d'un an, certaines dispositions

de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en ce qui concerne les réseaux de collecte des effluents aqueux communs avec d'autres industriels (ovoïdes) et les réseaux de collecte des effluents aqueux dédiés à TEPF (cf. points de contrôle n°4 et n°5).

En complément, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 5 mois, les éléments relatifs à l'identification des industriels concernés par chaque scénario tel que prévu dans le plan d'action du groupe de travail "mise en commun des POI" (cf. point de contrôle n°3).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident - perte de GPI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 22/04/2025</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/07/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées."</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection du 22 avril 2025, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre, sous un délai de deux mois, des compléments relatifs aux pertes de granulés de plastiques industriels (GPI) vers la station de traitement final (STF) survenues entre juin 2024 et avril 2025 au droit de l'atelier PE et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'estimation des quantités de GPI émises en aval du décanteur de l'atelier PE ;</li></ul>

- les quantités de GPI récupérées suite aux pompages réalisés au droit de la STF ;
- les actions prévues dans le cadre de la convention passée avec le gestionnaire de la STF, en ce qui concerne les GPI ;
- les actions correctives mises en place et/ou prévues afin d'éviter que ces incidents se reproduisent, accompagnées d'un échéancier.

Lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2026, l'inspection des installations classées constate, sur la base du courrier de réponse de l'exploitant du 30 décembre 2025 et des documents présentés lors de la visite, que :

- les quantités émises et récupérées au niveau de la STF entre juin 2024 et avril 2025 n'ont pas pu être estimées mais qu'une procédure commune entre TEPF et l'exploitant de la STF a été mise en place afin d'estimer les quantités de GPI envoyées vers la STF en cas d'incident (procédure TEPF.PGE.69 "traitement des granulés présents à la STF" du 20 novembre 2025 et fiche réflexe STF "détection granulés" d'octobre 2025) ;
- les deux documents susmentionnés détaillent les actions à réaliser dans le cadre de la gestion des GPI et indiquent également la répartition des différentes actions entre les deux exploitants (pompage des GPI, analyse du produit, évacuation, etc...).

Par courrier du 30 décembre 2025, l'exploitant déclare une perte d'environ 5 kg de GPI (polyéthylène) vers la STF entre les 6 et 8 septembre 2025. Cet événement n'a pas eu d'impact sur le milieu.

L'inspection des installations classées constate, suite à l'incident de septembre 2025, sur la base des documents présentés lors de la visite du 28 janvier 2026 et des observations réalisées sur le terrain :

- la mise en œuvre des actions prévues dans les deux documents susmentionnés lors de l'incident de septembre 2025 :
  - ordre d'intervention pour le pompage et le nettoyage du bassin de la STF du 16 septembre 2025 et estimation des quantités pompées ;
  - identification de l'atelier concerné par l'incident après analyse du produit (atelier PE) ;
  - bordereau de suivi des déchets (BSD) du 7 octobre 2025 relatif à l'évacuation des GPI.
- la mise en œuvre d'actions correctives suite à l'incident :
  - présence de grilles adaptées aux GPI de l'atelier PE sur les fosses et décanteurs de l'atelier en amont du décanteur final de l'atelier PE ;
  - réparation de la fuite d'eau identifiée sur le réseau d'alimentation en eau de l'atelier PE et maintenance sur les grilles du décanteur final de l'atelier PE (interventions entre septembre et octobre 2025 sur la base du logiciel de suivi de la maintenance SAP).

Ce constat n'appelle pas d'observation de la part du service d'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Premiers prélèvements environnementaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (partiel)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plans d'urgence

### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 22/04/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30/06/2025

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié (partiel) :</u>          "[...] le plan d'opération interne comprend notamment :          - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :          - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;          - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;          [...]"</p> <p><u>Point i de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié :</u>          "Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 22 avril 2025, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre, au plus tard pour le 30 juin 2025, une mise à jour de son POI en se positionnant, dans sa stratégie de prélèvement, sur l'ensemble des milieux.</p> <p>Sur la base de la fiche tactique FT56 "prélèvement Socotec", annexe du POI - révision décembre 2024, présentée lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2026, l'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le POI prévoit des prélèvements sur les milieux air, eau et sol ;</li> <li>• les substances à rechercher par milieu (air, eau et sol) sont indiquées dans la fiche tactique FT56 susmentionnée ;</li> <li>• les méthodes de prélèvement et d'analyse sont indiquées dans le contrat Socotec du 2 mai 2023, présenté lors de la visite d'inspection.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>N° 3 : Mise en cohérence des POI des exploitants de la plateforme</b></p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 45.3 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans d'urgence</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/04/2025</li> </ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2025

#### **Prescription contrôlée :**

"[...] l'exploitant s'assurera que son POI est en cohérence avec chacun des POI des établissements ARKEMA, SNF, PROTELOR, ALTUGLAS et AIR LIQUIDE, conformément aux dispositions de la fiche 1 annexée à la circulaire ministérielle du 28 décembre 2006.

[...] Le POI de l'exploitant comporte la description des mesures à prendre en cas d'accident chez les sociétés précitées susceptible d'impacter le personnel de l'exploitant. Une information des sociétés précitées est effectuée par l'exploitant :

- lors de la modification de son POI ;
- lors de la mise à jour de son étude de dangers dès lors que l'un des phénomènes dangereux identifiés est susceptible de les impacter.

L'exploitant communique auprès de ces sociétés voisines sur les retours d'expérience susceptibles de les impacter. Un exercice commun de POI est organisé a minima une fois par an. Cet exercice peut se substituer à l'exercice exigé à l'article 43.3 ci-avant dès lors que les conditions prescrites sont remplies (participation de TPF et soumission du thème de l'exercice à l'inspection des installations classées et au SDIS). Une rencontre des chefs d'établissements impliqués dans la mise en cohérence des POI ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence est organisée [...]"

#### **Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 22 avril 2025, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre, sous un délai de six mois, le bilan des actions programmées dans le cadre de la mise en cohérence des POI des exploitants de la plateforme.

Lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2026, l'inspection des installations classées constate, sur la base du courrier de l'exploitant du 30 décembre 2025 et des documents présentés lors de la visite, que :

- des exercices communs avec plusieurs industriels de la plateforme ont été programmés en 2025, les 16 avril et 13 novembre ;
- des retours d'expérience de ces exercices sont réalisés dans le cadre du groupe de travail "mise en commun des POI" ;
- des exercices communs avec plusieurs industriels de la plateforme sont programmés en 2026 sur la base du planning prévisionnel 2026 - révision 52 ;
- la mise à jour de la liste des scénarios touchant les industriels, telle que prévue au plan d'actions du groupe de travail "mise en commun des POI" n'a pas été réalisée. L'exploitant déclare que ce travail a été reporté au 1er semestre 2026 suite à la dernière réunion et qu'il s'agira d'une matrice permettant d'identifier les exploitants concernés par chaque scénario (compte-rendu du groupe de travail du 2 décembre 2025). L'exploitant précise que les "fiches scénarios" du POI - révision décembre 2024 indiquent le périmètre impacté pour chaque scénario sur une cartographie et que celles-ci permettent par conséquent d'identifier les exploitants concernés pour chaque scénario.



Considérant les éléments susmentionnés, l'inspection des installations classées ne propose pas de suite administrative.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 5 mois, les éléments relatifs à l'identification des industriels concernés par chaque scénario tels que prévus dans le plan d'actions du groupe de travail "mise en commun des POI".
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 5 mois

**N° 4 : Réseaux de collecte des effluents aqueux communs "ovoïdes"**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 22/04/2025</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 22/11/2025</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>article 4-II (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</u>  "Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...]"  <u>article 12.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié</u>  "Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent. [...] Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité."  <u>point IV.-a de l'article 6bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié</u> "L'exploitant prend tout disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il

entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.)"

#### Constats :

Suite à la visite du 22 avril 2025, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre, sous un délai de six mois :

- les éléments justifiant que la totalité des tronçons des réseaux communs est conçue et aménagée de manière à être curable, étanche et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques ou à défaut les actions correctives prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation pour y remédier ;
- le programme pluriannuel de contrôle de la totalité des tronçons des réseaux communs ;
- les justificatifs des actions correctives mises en œuvre pour lever les anomalies observées sur les tronçons des réseaux communs déjà contrôlés ou à défaut les actions correctives prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation pour y remédier ;
- le programme de priorisation et de mise en œuvre des actions correctives pour les éventuelles anomalies observées dans les contrôles à venir.

Par courrier du 30 décembre 2025 et lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2026, l'exploitant déclare, sans le justifier :

- que les réseaux communs ont été conçus pour être curables et visitables ;
- que des contrôles internes ont été réalisés au niveau de l'ovoïde nord sur le tronçon "Raccordement METEX" en 2017 et sur le tronçon "Raccordement station de déminéralisation" sans précision sur la date de réalisation et que des travaux correctifs ont été menés suite aux constats de défauts ;
- qu'un contrôle extérieur a été réalisé le 22 octobre 2025 sur le tronçon "Excavation chantier Camelia" ;
- que des contrôles extérieurs sont envisagés au droit de l'ovoïde sud entre 2026 et 2028 à raison de 2 tronçons par an ;
- que les difficultés techniques et organisationnelles ne permettent pas de réaliser des contrôles internes sur les réseaux communs (problématique ATEX, réseaux en charge,...) ;
- que les études sont toujours en cours dans le groupe de travail "GT ovoïde" pour définir les modalités de réalisation de ces contrôles sans qu'une solution n'ait été identifiée à ce jour.

Lors de la visite d'inspection du 28 janvier 2026, l'inspection des installations classées constate, sur la base du courrier de l'exploitant du 30 décembre 2025 et des documents présentés par l'exploitant lors de la visite, que :

- l'exploitant n'a pas transmis les éléments justifiant que la totalité des tronçons des réseaux communs est conçue et aménagée de manière à être curable, étanche et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques ;
- de nombreux tronçons ne sont pas contrôlés ;
- l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les justificatifs concernant les contrôles et travaux réalisés sur l'ovoïde nord dans la zone "Raccordement station de déminéralisation" ;
- le rapport d'inspection vidéo n°14131 du 27 septembre 2017 sur le tronçon "

Raccordement METEX" a identifié des défauts (dégradation du béton, structure métallique apparente, plaque en travers de l'ovoïde,...) et que l'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre le rapport de fin de travaux justifiant de la mise en œuvre d'actions correctives (seul le cahier des charges du 10 mai 2019 a été transmis) ;

- le rapport de diagnostic visuel "ovoïde Carling - St-Avoid" du 14 novembre 2025 concernant le contrôle extérieur réalisé sur la zone "Excavation chantier Camelia" indique que :
  - aucun désordre apparent n'a été observé sur le tronçon d'ovoïde inspecté ;
  - les sondages au scléromètre ne sont pas exploitables (facteurs possibles : support insuffisamment nettoyé, courbure de l'ovoïde inadaptée à la méthode) ;
  - la base de l'ovoïde n'a pas pu être examinée en raison de la présence d'eau en fond de fouille et de l'absence de dégagement de la zone au niveau de la base de l'ovoïde ;
- par conséquent, au regard des conclusions du rapport du 14 novembre 2025 susmentionné, les contrôles extérieurs mis en place et programmés entre 2026 et 2028 ne permettent pas de réaliser des examens périodiques appropriés sur les réseaux ovoïdes.

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 12 mois, certaines dispositions de l'article 4-II (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, considérant les éléments ci-dessous :

- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des caractéristiques techniques des réseaux de collecte des effluents aqueux communs et de l'étanchéité de ces réseaux ;
- la nature des effluents aqueux transitant par les réseaux (et notamment effluents des procédés, de lavage,...) : effluents contenant des matières en suspension, des composés organiques (DCO), des métaux, ... ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des contrôles et actions correctives réalisés sur le tronçon "Raccordement station de déminéralisation" ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des actions mises en œuvre suite aux défauts constatés lors du contrôle interne du tronçon " Raccordement METEX" de l'ovoïde nord réalisé en 2017 ;
- l'absence de contrôle et entretien périodiques appropriés sur la totalité de ces réseaux communs ;
- et par conséquent l'exploitant n'est pas en mesure de garantir que les ovoïdes sont curables et étanches.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Considérant les éléments ci-dessus, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 12 mois certaines dispositions de l'article 4-II (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en ce qui concerne les réseaux communs de collecte des effluents aqueux "ovoïdes".

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

#### **N° 5 : Réseaux de collecte des effluents aqueux dédiés à TEPF**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II (partiel)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

article 4-II (partiel) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié

"Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...]"

article 12.1 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié

"Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique par les produits qu'elles contiennent. [...] Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité."

point IV.-a de l'article 6bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié

"L'exploitant prend tout disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. Il entretient et surveille à intervalles réguliers les moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte-rendu des opérations de maintenance, entretien et étanchéité des cuvettes de rétention, canalisations, conduits d'évacuations divers, etc.)"

**Constats :**

Suite à la visite du 22 avril 2025, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 6 mois :

- les éléments justifiant que la totalité des tronçons des réseaux des ateliers TEPF est conçue et aménagée de manière à être curable, étanche et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques ou à défaut les actions correctives prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation pour y remédier ;
- le programme pluriannuel de contrôle de la totalité des tronçons des réseaux des ateliers TEPF ;
- les justificatifs des actions correctives mises en œuvre pour lever les anomalies observées sur les tronçons des réseaux des ateliers de TEPF et déjà contrôlés ou à défaut les actions correctives prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation pour y remédier ;
- le programme de priorisation et de mise en œuvre des actions correctives pour les éventuelles anomalies observées dans les contrôles à venir.

Par courrier du 30 décembre 2025 et lors de la visite du 28 janvier 2026, l'exploitant déclare, sans le justifier :

- que les réseaux internes sont curables et conçus pour être compatibles avec les produits y circulant ;
- que les opérateurs vérifient visuellement et régulièrement, lors des rondes quotidiennes de contrôles, l'état des réseaux internes des ateliers qui sont nettoyés dès l'apparition d'un bouchage ou encrassement ;
- que les réseaux d'effluent aqueux internes des ateliers sont enterrés et que seuls les décanteurs et rétentions sont visibles ;
- qu'un curage des réseaux internes de l'atelier PS a été réalisé entre mars et juillet 2025 suite à l'incident survenu sur l'atelier en 2024.

Lors de la visite du 28 janvier 2026, l'inspection des installations classées constate, sur la base des documents présentés par l'exploitant lors de la visite et des observations réalisées sur le terrain :

- que l'exploitant n'a pas transmis les éléments justifiant que la totalité des tronçons des réseaux des ateliers TEPF est conçue et aménagée de manière à être curable, étanche et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques ;
- par sondage, que la ronde quotidienne des opérateurs sur l'atelier PE, fondée sur un contrôle visuel, ne permet pas la réalisation d'un examen périodique approprié considérant que les réseaux sont enterrés et non accessibles. Par conséquent, aucun programme de contrôle des réseaux des ateliers TEPF n'est mis en place sur le site ;
- qu'un contrôle de la tendance moyenne du débit d'effluent aqueux en sortie du procédé est réalisé via le système numérique de contrôle commande (SNCC) sur les ateliers PE, RW et RC4. Ce suivi ne permet pas d'identifier un problème d'étanchéité ou une fuite de petite ampleur dans les réseaux des ateliers ;
- que des actions sont mises en œuvre de manière curative et non préventive (suivi des interventions de curage sur l'atelier PS entre mars et juillet 2025 sur l'outil de maintenance SAP).

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de 12 mois, certaines dispositions de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, considérant les éléments ci-dessous :

- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des caractéristiques techniques des réseaux de collecte des effluents aqueux dédiés à TEPF ;
- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que les réseaux de collecte des effluents aqueux dédiés à TEPF sont étanches et curables ;
- la nature des effluents aqueux transitant par les réseaux (et notamment effluents des procédés, de lavage,...) : effluents contenant des matières en suspension, des composés organiques (DCO), des métaux, ... ;
- l'absence de contrôle et entretien périodiques appropriés de ces réseaux sur l'ensemble des ateliers du site.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Considérant les éléments ci-dessus, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 12 mois certaines dispositions de l'article 4-II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié en ce qui concerne les réseaux de collecte des effluents aqueux dédiés à TEPF.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

